

PIERRE TARTAKOWSKY,
président de la LDH

Mécanique de haine

Au lendemain du scrutin tunisien et de la victoire d'Ennahdha, la diplomatie française est restée muette ; il a fallu plusieurs jours à Paris pour respecter les us et coutumes, à savoir féliciter les vainqueurs. Le ministre des Affaires étrangères, à qui ce silence morose n'était pas possible, lâcha quelques mots à la presse, qu'on résumera ici sans trahir sa pensée par un défiant : « Nous serons vigilants. » Une telle déclaration aurait certes été appréciée durant les années de plomb de Ben Ali, d'autant qu'il y avait matière. Au lendemain d'un scrutin dont tout le monde s'est accordé à dire qu'il avait été parfaitement démocratique, elle résonnait comme un désaveu du présent et comme manifestation nostalgique d'un système révolu, infréquentable, certes, mais qui avait finalement, des « qualités » dont on ne désespère pas qu'elles puissent, un jour, refaire surface... Dans sa croisade contre le droit de vote des étrangers non européens résidant en France, la Droite populaire s'est saisie, elle aussi, du vote tunisien. Pointant du doigt

le nombre de résidents tunisiens en France ayant voté pour Ennahdha, ses leaders ont mis en garde contre tout élargissement du droit de vote au prétexte « qu'ils » voteraient pour des partis religieux. Voilà qui rappelle irrésistiblement les lointaines oppositions au vote des femmes, au prétexte qu'elles voteraient soit « comme leurs maris », soit « pour des femmes », arguties resservies quelque trente ans plus tard pour discréditer l'hypothèse d'un droit de vote à dix-huit ans. On a pu, hélas, constater que le droit de vote des femmes n'avait pas plus transformé la France en société féministe que celui des jeunes le monde politique en repaire de teenagers... Le vote – et c'est une bonne chose – reste déterminé par des considérants d'ordre républicain et non affinitaire ; cela se vérifie d'ailleurs tout autant dans les villes et villages de France où les étrangers communautaires participent aux élections. Cela se confirmera le jour où nous aurons gagné – car nous gagnerons – le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales.

La droite alimente ses rancœurs et exalte ses syndromes xénophobes
Que retenir au fond, de cette double et pathétique anecdote ? C'est que la droite, de ce côté-ci de la Méditerranée, est attentive, et plus encore, à ce qui se passe sur l'autre rive. Pour alimenter ses rancœurs, exalter ses syndromes xénophobes, reconduire, en quelque sorte les conditions d'une domination. Dans les deux cas, en effet, le propos vise à établir une ligne jaune, une séparation d'autant plus essentielle qu'elle est invisible, entre « eux » et « nous ». Il participe d'une mentalité agressivement identitaire que le gouvernement tente d'ériger comme mètre-étalon d'une essentialisation, tant sociale « qu'ethnique ». Cette vision du monde assigne chacun à domicile, peuple ou individu. Les Grecs y sont fraudeurs, les Roms charpardeurs et profiteurs, les Allemands sérieux et organisés, le tout par nature plus que par raison ou volonté. Ces clichés de comptoirs – parfaitement interchangeables en fonction des situations – trouvent également leur mode d'application dans

Le propos vise à établir une ligne jaune, une séparation d'autant plus essentielle qu'elle est invisible, entre « eux » et « nous ».

préélectorale

le champ social : les fraudeurs sont plutôt grecs, les malades paresseux font de parfaits Roms, sérieux et organisation étant l'apanage des décideurs politiques et économiques, dont on sait qu'ils ne sont pour rien, eux, dans la crise qui secoue l'Europe, le monde et la sécurité sociale. Bref, personne n'échapperait à ses gènes...

Dans ce cadre de pensée détestable, il est logique, la xénophobie n'ayant pas de frontières, qu'on voie ici et là resurgir de vieux thèmes germanophobes ; logique, mais inquiétant. Car ces désignations de boucs émissaires n'ont jamais eu et n'auront jamais qu'une seule conséquence : aggraver les problèmes en occultant leurs causes réelles, empêcher toute solution en stigmatisant des coupables désignés d'office.

Main dans la main pour faire barrage au droit de vote des étrangers

C'est néanmoins la voie choisie par le gouvernement de Nicolas Sarkozy. Coincé par ses choix face aux acteurs spéculatifs mondiaux, totalement acquis à la logique d'un euro fort et

aux bienfaits supposés des appréciations des marchés, même lorsqu'il les menace de régulation, le président-candidat entend mener campagne sur les « valeurs », sur une certaine mystique nationale, sur un objectif d'ordre assez éloigné de l'ordre public. C'est évidemment plus facile que de se colleter à la redistribution des richesses, à la refondation des modes de production et d'échange, à une réforme de la fiscalité soutenant l'emploi et l'intérêt général, ou encore à l'endettement toxique des collectivités territoriales.

La besogne, des plus basses, est dévolue à Claude Guéant, lequel s'y sent à l'aise. Le Front national également. Ainsi se dessine une configuration nouvelle à droite où UMP, Droite populaire et Front national se retrouvent main dans la main pour tenter de faire barrage au droit de vote des étrangers.

Et au-delà, pour chevaucher de concert le thème de l'identité nationale et ses corollaires xénophobes et racistes. Cette mécanique de haine risque de se déployer tout au long de la période électorale qui est devant nous, au diapason avec la crise sociale

qui risque de s'amplifier et avec les choix politiques qui ont accompagné la contre-révolution du libéralisme, à savoir un laisser-faire total au plan économique et financier, doublé d'une mise sous surveillance toujours plus pesante des droits et libertés.

Trente propositions pour relever les défis de la période

C'est cette équation qui a semé les peurs – sociales et sociétales – qui a déséquilibré la justice, attaqué les mécanismes de solidarité, étouffé la démocratie, défiguré enfin la république. C'est avec elle qu'il faut rompre. Pour lui opposer une certaine idée de la république, égale, fraternelle et sociale. Pour reconstruire un vivre ensemble sur un état de droit respectueux des personnes, acteur de solidarité et de progrès. Dans le cadre du pacte citoyen qu'elle a souscrit avec une cinquantaine d'autres acteurs majeurs de la société civile, la Ligue des droits de l'Homme porte plus de trente propositions pour rénover profondément la vie politique de notre pays, pour retrouver l'égalité et la liberté, pour rassembler les forces et les énergies susceptibles de relever les défis de la période.